

REPUBLIQUE DE GUINEE

CNUCED XII

*Déclaration de Son Excellence Monsieur Mamady
TRAORE,
Ministre de l'Industrie, du Commerce, du Tourisme et
de l'Artisanat de la République de Guinée*

Accra 24 avril 2008

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames, Messieurs,

Permettez moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous adresser au nom de la délégation que je conduis, mes vives félicitations pour votre brillante élection à la tête de cette 12^{ème} Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement.

Dans l'accomplissement de votre importante mission, soyez assuré du soutien et de la pleine coopération de mon pays, la République de Guinée.

Je me fais également l'agréable devoir de transmettre au Secrétaire Général de notre organisation, la haute appréciation, les encouragements et le soutien de **Son Excellence le Général Lansana CONTE**, Président de la République de Guinée, pour les efforts louables qu'il ne cesse de déployer dans l'exercice de son mandat.

Je voudrais ensuite au nom de ma délégation, du Peuple et du Gouvernement guinéens, saluer et féliciter le Peuple et le Gouvernement de la République sœur du Ghana, qui ont ouvert leurs cœurs et leurs bras pour accueillir dans une hospitalité typiquement africaine, les travaux de cette XIIème Session de la CNUCED.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Cette session se tient à un moment particulièrement tourmenté de l'histoire des relations économiques internationales, caractérisé par une mondialisation sur fond de protectionnisme déguisé, la flambée généralisée des prix des produits pétroliers et des produits alimentaires de première nécessité, les conflits armés et l'instabilité politique dans de nombreux pays du monde.

La situation de crise alimentaire aigue que nous connaissons aujourd'hui, occasionnée essentiellement par le déficit de la production céréalière mondiale, ayant conduit non seulement à la diminution rapide des stocks dans les pays producteurs, mais aussi et surtout, à la montée vertigineuse des prix des céréales, constitue de sérieuses menaces pour la stabilité dans nos pays.

L'une des conséquences de cette crise a été l'adoption par certains pays, autre fois grands exportateurs de riz, de politiques restrictives en matière d'exportation de cette denrée.

Cela nous amène aussi, à remettre au centre de nos préoccupations, l'épineuse question des subventions que pratiquent les pays développés, en faveur de leurs producteurs agricoles.

Ainsi, si des mesures urgentes et radicales ne sont pas prises, à court, moyen et long termes, pour juguler cette crise sans précédent, en assurant l'approvisionnement correct de nos populations en denrées de première nécessité, et en accroissant la production nationale de céréales, les conséquences sociales et politiques qui en découleront, compromettront tous les efforts déjà fournis dans le cadre des programmes de développement économique de nos pays.

C'est pourquoi, j'en appelle à la Communauté internationale d'agir vite et très vite dans ce sens, afin d'éviter le pire à de nombreux pays en proie déjà à d'autres difficultés.

Dans ce contexte, les organisations internationales ont un rôle de plus en plus important à jouer, notamment la CNUCED qui, par son expertise technique et son engagement en faveur du développement, crée un cadre de réflexion et de concertation pour trouver des solutions idoines aux problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement.

A cet égard, nous apprécions vivement les thèmes pertinents retenus cette année pour la CNUCED XII, thèmes qui à notre avis, correspondent parfaitement aux préoccupations et réalités du moment.

Nous souhaitons, que les débats qui vont s'instaurer autour de ces thèmes, aboutissent à des recommandations et conclusions susceptibles de favoriser l'établissement d'un environnement international et mondial propice à l'épanouissement de tous les peuples, sans exclusive.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Nous ne cesserons jamais de rappeler que la précarité des infrastructures de base, indispensables pour assurer la production de biens et services, l'insuffisance de l'Aide publique au développement et des investissements directs étrangers, sont entre autres, les handicaps majeurs qui freinent l'élan de développement des pays les moins avancés (PMA).

A cet égard, le groupe des 77 et la Chine, dont la vocation première est de contribuer à la promotion du développement économique de nos pays, devrait initier et mettre en œuvre des stratégies susceptibles de favoriser la concrétisation des engagements que nous avons pris à Doha, Sao Paulo et à Hong Kong, respectivement en 2001, 2004, et 2005.

Ma Délégation soutient fermement les déclarations des PMA et du Groupe des 77 et la Chine à cette conférence, déclarations qui constituent des plaidoyers

pour un commerce plus juste et plus équitable, porteur d'espoir pour de nombreux habitants de la planète.

Dans cette logique, Nous tenons à souligner une autre question non moins importante, celle relative au nécessaire renforcement du commerce sud sud plus proactif, comme l'un des moyens privilégiés en faveur de l'accroissement de la participation de nos pays, dans le commerce mondial.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais profiter de cette occasion, au nom de ma délégation, pour saluer les efforts déjà consentis par la communauté internationale en faveur des pays les moins avancés (PMA) en vue de permettre à ces derniers, de s'assurer une part des revenus du commerce mondial.

Je voudrais citer dans ce contexte, l'initiative de l'*Aide au Commerce* et plus spécifiquement, le *Cadre intégré d'Assistance Technique au Commerce des PMA*.

La République de Guinée se félicite d'être parmi les PMA bénéficiaires du projet pilote du Cadre intégré qui constitue de nos jours pour le Gouvernement guinéen, un des instruments privilégiés d'appui à la mise en œuvre de son programme de réduction de la pauvreté.

Ma délégation remercie l'ensemble des partenaires impliqués dans ce programme pour les efforts déjà consentis et les invite à poursuivre ces efforts en vue de mobiliser suffisamment de ressources pour le financement des projets identifiés dans la matrice d'actions prioritaires issue de l'Etude diagnostique du Cadre intégré.

A cet effet, nous saluons l'initiative des partenaires au développement, pour un Cadre Intégré Renforcé, dont nous souhaitons qu'il soit rapidement rendu opérationnel pour tous les PMA.

Nous demandons également que le programme d'Aide au Commerce soit inscrit au titre des actions prioritaires à mener en faveur des pays en développement, particulièrement les PMA.

Nous nous félicitons des annonces de fonds déjà faites par certains donateurs dans le cadre de l'Aide au Commerce et lançons un appel aux autres partenaires à suivre ces bons exemples.

Pour terminer, je voudrais souhaiter plein succès à nos travaux.

Je vous remercie